

L'économie solidaire cartographiée

L'approche théorique selon laquelle l'économie sociale/solidaire se limite à «l'économie des pauvres» est dépassée. Il convient d'en préciser l'étendue au Luxembourg.

L'Institut européen pour l'économie solidaire (INEES) a lancé un projet de cartographie des acteurs de l'économie solidaire au Grand-Duché, en collaboration avec le Centre de recherche public Henri-Tudor (CRPHT) et le Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS).

De notre journaliste
Jean Rhein

Le projet portera la dénomination Ecosolux et entend devenir un outil au service des acteurs de l'économie solidaire au Grand-Duché. Les concepts théoriques de l'économie solidaire évoluent. Une bonne raison de préciser son étendue au Luxembourg, d'autant plus que la base statistique et informatique fait encore défaut, alors que le nouveau gouvernement a prévu la fonction d'un ministre délégué à l'Économie solidaire, en la personne de Romain Schneider.

Eric Lavillunière et Laurence Johannsen ont présenté hier quelques détails du projet. Le premier nommé, de l'INEES, rappelle que l'économie sociale et solidaire crée de l'emploi, sans pour autant constituer une rémunération du facteur capital. Elle est respectueuse de l'environnement et s'insère dans la perspective du développement durable. Et pourquoi ne la considérerait-on pas comme le premier pilier de l'économie, se demande-t-il. «Il y a un besoin de composer un corpus théorique», constate-t-il. Une journée d'études de l'économie sociale et solidaire se déroulera les 3 et 4 juin prochains à l'Université du Luxembourg. Une publication scientifique est prévue à l'issue de la rencontre du réseau interuniversitaire.

Laurence Johannsen (CRPHT) évoque également l'historique du projet. Un groupe de travail du Forum intercontinental Lux'09 à Schif-

flange avait constaté l'absence de bases de données sur l'étendue du secteur.

Le critère : «producteur d'utilité sociale»

C'est ce qui se fera au Grand-Duché, avec la création d'une plateforme sur internet, supportée par une base de données MySQL. Les acteurs de l'économie solidaire seront repris dans la base de données, au courant des mois de juin et de juillet 2010. Le référencement se fera sur la base d'une nomenclature claire et d'une charte.

Eric Lavillunière a ajouté que le périmètre étudié concerne les producteurs d'utilité sociale, et non pas nécessairement la perception que les acteurs économiques pourraient avoir de leur propre rôle.

L'invité du jour était Daniel Tygel, secrétaire exécutif du Forum brésilien d'économie solidaire, qui a pré-

senté le projet brésilien de cartographie de l'économie solidaire. En dehors de la taille des pays (au Brésil, le périmètre s'étend à quelque 22 000 entreprises employant deux millions de travailleurs), de nombreuses parallèles apparaissent. Daniel Tygel a rappelé que l'économie solidaire ne se confond ni avec la notion de responsabilité sociale des entreprises, ni avec le troisième pilier de l'économie et ne peut être réduite non plus à l'économie combattant la pauvreté et le chômage. Au Brésil, l'économie solidaire se compose des entreprises, d'entités d'appui (gérées par les Églises, les syndicats, les ONG, les universités) et des acteurs publics.

Le ministre Romain Schneider a précisé que son département ministériel existe bien depuis la constitution du nouveau gouvernement, mais qu'en pratique il a pris possession de ses propres bureaux le 1^{er} mars. Il a vivement encouragé les participants au projet «Ecosolux».

ÉGALITÉ

Compter sur les talents féminins

«Si l'Europe entend réellement sortir de la crise et devenir une économie compétitive grâce à une croissance intelligente et solidaire, nous devons mieux exploiter les compétences et talents féminins. L'égalité entre les femmes et les hommes se situe donc au cœur de notre stratégie Europe 2010», a déclaré Viviane Reding, commissaire chargée de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté et vice-présidente de la Commission européenne.

ÉDUCATION

Bourse du meilleur mémoire

La Fondation Lydie-Schmit a annoncé une nouvelle bourse de recherche de 10 000 euros et une aide à la recherche de 2 500 euros tandis que la Fondation Robert-Krieps propose un prix de 2 500 euros destinés à des étudiants méritants. Cette initiative va permettre de promouvoir la recherche et les études dans le domaine des sciences politiques et de l'histoire contemporaine.

La Fondation Lydie-Schmit a, entre autres, pour but d'aider des étudiants de troisième cycle particulièrement méritants et socialement défavorisés. La Fondation Robert-Krieps a quant à elle comme objet social de développer le débat et la formation politique au Luxembourg.

TABLE RONDE

L'Europe et ses migrants

La question des migrations ne cesse d'être d'actualité. Qu'elle soit liée à la circulation des personnes, au droit d'asile, à la citoyenneté ou à «l'identité» des États d'accueil, elle préoccupe les responsables politiques et les sociétés civiles. Mais si des politiques d'immigration sont adoptées au niveau européen, le rapport aux migrants et la perception des étrangers sont conditionnés par l'histoire de chaque pays et sa situation sociale et économique du moment. L'Institut Pierre-Werner propose un ensemble de manifestations du 30 mars au 18 avril, qui permettent de réfléchir à ce sujet.

www.ipw.lu

DÉFENSE

Halsdorf et Fayot au Liban

Le ministre de la Défense, Jean-Marie Halsdorf, a effectué les 22 et 23 mars une visite au Liban. Il était accompagné par Ben Fayot, président de la commission affaires étrangères et de la défense de la Chambre des députés.

Jean-Marie Halsdorf s'est ensuite rendu le 23 mars au sud du pays pour rencontrer les responsables de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul).

La mission des trois militaires luxembourgeois présents sur place a débuté début février et prendra fin au mois de juin. Les démineurs luxembourgeois font partie du détachement belge Belufil qui est basé au camp Scorpion à Tibnine.

Le Luxembourg participe depuis octobre 2006 à la Finul et jusqu'à ce jour 19 militaires luxembourgeois ont effectué des missions pour la force de l'ONU au Liban.



Photo : martine may

Daniel Tygel (à gauche) a présenté l'expérience brésilienne de cartographie de l'économie solidaire. Les résultats de la cartographie luxembourgeoise (INEES et CRPHT) fourniront au ministre délégué à l'Économie solidaire, Romain Schneider (milieu) des informations utiles.

Diekirch n'est plus une priorité

On sait désormais depuis le 17 mars que les marques Diekirch et Mousel resteront à Diekirch. AB InBev a en effet finalement décidé de vendre le terrain et les bâtiments du site de Diekirch à un groupe privé d'investisseurs luxembourgeois qui ne souhaite toutefois pas encore être connu. En tout cas, pas avant qu'un accord final ne soit conclu. Ce qui devrait être fait vers la mi-avril.

Le sauvetage étant assuré, le dossier Diekirch ne figure ainsi plus sur la liste des priorités du gouvernement et de la Chambre des députés. La commission du Travail et de l'Emploi, qui devait par exemple hier discuter des démarches entreprises par le gouvernement en rapport avec l'avenir de la brasserie de Diekirch, a ainsi repoussé la discussion à une autre date (26 avril). Comme l'explique le député Lucien Lux : «Ce n'est plus une priorité.»

Juncker à la rencontre de Buzek



Le Premier ministre Jean-Claude Juncker, a rencontré hier le président du Parlement européen, Jerzy Buzek, en marge du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement.